

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 34.435/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 novembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les emplois des membres du personnel de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale qui constituent les premier et deuxième degrés de la hiérarchie, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966", a donné le 27 novembre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.435/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 november 2002 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de betrekkingen van de personeelsleden van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie die de eerste en tweede trap van de hiërarchie vormen, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966", heeft op 27 november 2002 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait que l'article 246bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tel qu'inséré par la loi du 26 avril 2002, prescrit que les affectations au sein des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale peuvent s'effectuer jusqu'au 31 décembre 2002 sans cadres linguistiques.

Le présent projet ne constitue que les prémisses de la fixation des degrés de la hiérarchie, en vue de l'application des lois linguistiques coordonnées, pour l'ensemble des membres du personnel des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. En effet, l'ensemble des degrés de la hiérarchie seront déterminés dans un arrêté royal à prendre avant le 31 décembre 2002 et dont le projet vous sera soumis incessamment."

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*

* *

Sur ces trois points, le projet appelle les observations qui suivent.

.../...

Fondement juridique

1. L'arrêté royal en projet invoque, comme fondement légal, l'article 43 des lois sur l'emploi des langues, coordonnées le 18 juillet 1966.

La loi du 12 juin 2002, qui produit ses effets au 1^{er} avril 2001, a toutefois inséré un article 43ter dans ces lois coordonnées. Le paragraphe 1^{er} de cet article dispose :

"§ 1^{er}. Les dispositions du présent article sont applicables aux services centraux des services publics fédéraux centralisés, excepté les ministères auxquels les dispositions de l'article 43 restent applicables."

La question qui se pose est de savoir si les services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale tombent sous l'application de l'article 43 ou de l'article 43ter.

2. Lorsque l'avant-projet de loi, qui allait devenir la loi du 12 juin 2002 fut soumis au Conseil d'Etat, l'article 43ter en projet ne comportait pas de paragraphe 1^{er}. Par contre, l'article 43 était complété par un paragraphe 8 qui était formulé comme suit :

"§ 8. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables :

1° aux services centraux des services publics fédéraux centralisés.

Le Roi peut, par un arrêté motivé et délibéré en Conseil des ministres, compléter cette liste par d'autres services centraux fédéraux, les services centraux de la police fédérale inclus.

Les services visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont soumis aux dispositions de l'article 43ter."

A la suite de l'observation qu'avait faite le Conseil d'Etat au sujet de cette disposition ⁽¹⁾, l'auteur du projet a omis l'article 43, § 8, contesté et a inséré au début de l'article 43ter en projet un paragraphe 1^{er}, qui a été adopté sans amendement .

⁽¹⁾ L'avis 32.045/2 du 17 septembre 2001 indique, en substance, après avoir rappelé le libellé de l'article 30 de la Constitution, que :
"Dans les matières que la Constitution réserve à la loi, celle-ci doit définir elle-même les éléments essentiels de la matière concernée. Seul un pouvoir d'exécution limité peut être accordé au Roi.

A cet égard, le texte (du paragraphe 8, alinéa 2), suscite deux difficultés.

1. Selon l'exposé des motifs :

«La notion de 'service public fédéral' est la nouvelle appellation pour un 'ministère' qui a été créé par l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral.».

Interrogées à ce sujet, les fonctionnaires déléguées ont précisé que, dans l'esprit de l'auteur du projet, la notion de 'service public fédéral centralisé', utilisée à l'article 43, § 8, 1^o, en projet ne devrait recouvrir que les services publics fédéraux créés par l'arrêté royal du 7 novembre 2000. Les actuels ministères, tant qu'ils ne seraient pas remplacés ou intégrés, dans un de ces nouveaux 'services publics fédéraux', resteraient soumis au régime actuel de l'article 43, et non au nouveau régime institué par l'article 43ter en projet.

Cette explication n'apparaît pas du texte en projet.

Par ailleurs, en raison de l'exigence constitutionnelle de légalité rappelée ci-dessus, la loi, qui règle l'emploi des langues dans l'administration générale, ne doit donc pas renvoyer à des services déterminés, tels qu'ils ont été créés par le Roi, mais bien à des catégories de services, définies in abstracto par la loi elle-même .

Ces catégories doivent être déterminées par des définitions légales rédigées de manière univoque et ne peuvent être soumises à des règles différenciées que pour des motifs justifiés.

2. Le principe constitutionnel de légalité rappelé ci-dessus exclut toute habilitation donnée au Roi de compléter la liste des administrations soumises à la loi en fixant de la sorte le champ d'application de celle-ci.

L'alinéa 2 de l'article 43, § 8, 1^o, en projet doit, dès lors, être omis."

Il ne ressort pas de l'exposé des motifs ⁽²⁾, ni d'aucun autre commentaire fait au cours des travaux préparatoires, que le législateur a entendu exclure du champ d'application de l'article 43ter, la police fédérale et l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, pour maintenir l'article 43 applicable à leur égard.

⁽²⁾ Le paragraphe 1^{er} a fait l'objet du commentaire suivant dans l'exposé des motifs : "L'article 43ter, § 1^{er}, fixe explicitement le champ d'application de la nouvelle réglementation, à savoir les services centraux des services publics fédéraux centralisés.

Pour mémoire, il ressort des activités parlementaires qu'il faut entendre sous la notion «services centraux», les services dont l'activité et la direction s'étendent à tout le pays. La discussion parlementaire suppose également qu'ils sont situés à Bruxelles (Doc. impr. Chambre, 331 (1961-1962). Selon le Conseil d'Etat, les administrations centrales des ministères, et donc également les futurs services publics fédéraux, sont les services centraux dans le cadre de ces lois linguistiques. (C.E., arrêt n° 21.903 du 6 mai 1977).

La notion de «service public fédéral» est la nouvelle appellation pour un «ministère» qui a été créée par l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral. Ils remplaceront progressivement les ministères. Afin d'éviter toute confusion, il est explicitement affirmé au paragraphe 1^{er} que les ministères ne sont pas des services publics fédéraux et que l'article 43 leur reste applicable jusqu'à leur suppression. La réglementation de l'article 43 est, dès lors, extinctive en ce qui concerne les ministères. Il est ainsi répondu à la remarque faite par le Conseil d'Etat.

La notion de service public fédéral «centralisé» est utilisée pour opérer une distinction claire avec un nombre de services publics décentralisés, comme par exemple les entreprises publiques autonomes ou les parastataux fédéraux. Seuls les services publics fédéraux, c'est-à-dire les anciens ministères, sont dès lors exclus à ce jour du champ d'application de l'article 43. L'article 43 reste, comme c'est actuellement le cas, d'application aux parastataux fédéraux.

Si, dans l'avenir, des initiatives sont prises visant à offrir également aux autres services centraux la possibilité de se soumettre à cette nouvelle réglementation en matière de management moderne, ceci demandera également une modification de cette loi. En effet, le Conseil d'Etat a remarqué à cet égard que l'emploi des langues en matière administrative est une compétence réservée au législateur qui ne peut pas être déléguée au Roi. Ceci signifie, selon le Conseil d'Etat, que les éléments essentiels de la réglementation en matière d'emploi des langues en matière administrative doivent être fixés par loi, ce qui implique que la loi elle-même doit déterminer in abstracto les catégories de services auxquelles un régime linguistique déterminé est applicable."

3. L'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées précitées, dispose qu'elles sont applicables, notamment "aux services publics centralisés et décentralisés de l'Etat". Il n'est pas contestable que la police fédérale et l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale sont des services publics au sens de cette disposition. Comme l'article 43ter ne donne pas une définition précise ou restrictive de ce qu'est un "service public fédéral", il faut comprendre cette notion comme visant les services publics, au sens de l'article 1^{er}, qui relèvent de l'Etat fédéral.

La police fédérale et l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale doivent être considérés comme des services centralisés. Il résulte, en effet, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux que ces services sont placés sous l'autorité des Ministres de l'Intérieur et de la Justice, qui peuvent leur donner des ordres ⁽³⁾. En outre, ces services n'ont pas une personnalité juridique distincte de l'Etat.

Ces services ne peuvent être assimilés à des "ministères". Ils ne constituent, en effet, pas des services d'administration générale, institués par le Roi sur la base de l'article 107, alinéa 2, de la Constitution. L'extrait de l'exposé des motifs précité indique du reste que ne sont visés par le mot "ministères" que les services d'administration générale qui n'ont pas encore été transformés en "service public fédéral" au sens de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral.

4. En conclusion, tel qu'il est rédigé, l'article 43ter, § 1^{er}, établit des règles en matière d'emploi des langues par les services centraux des services publics fédéraux centralisés et ne prévoit d'exception que pour les ministères auxquels les dispositions de l'article 43 restent d'application.

⁽³⁾ Articles 97, alinéa 1^{er}, 98, alinéa 1^{er}, 99, alinéa 3, pour la police fédérale; articles 143, alinéa 2, et 145, alinéa 1^{er}, pour l'inspection générale.

Compte tenu de la formulation de l'article 43ter, § 1^{er}, il est très hasardeux de continuer à appliquer, sans plus, l'article 43 à la police fédérale, alors que celle-ci ne peut être considérée comme un "ministère".

Afin d'assurer la sécurité juridique en la matière, il y a lieu de modifier l'article 43 ter, § 1^{er}, afin d'étendre l'exception qu'il prévoit à la police fédérale.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

"L'urgence est motivée par le fait que l'article 246bis de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tel qu'inséré par la loi du 26 avril 2002, prescrit que les affectations au sein des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale peuvent s'effectuer jusqu'au 31 décembre 2002 sans cadres linguistiques.

Le présent projet ne constitue que les prémisses de la fixation des degrés de la hiérarchie, en vue de l'application des lois linguistiques coordonnées, pour l'ensemble des membres du personnel des services centraux de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale. En effet, l'ensemble des degrés de la hiérarchie seront déterminés dans un arrêté royal à prendre avant le 31 décembre 2002 et dont le projet vous sera soumis incessamment."

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling wetgeving van de Raad van State zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

Op die drie punten behoren bij het ontwerp de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

.../...

Rechtsgrond

1. In het ontworpen koninklijk besluit wordt artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen, gecoördineerd op 18 juli 1966, als rechtsgrond opgegeven.

Bij de wet van 12 juni 2002, die in werking is getreden op 1 april 2001, is evenwel een artikel 43ter ingevoegd in die gecoördineerde wetten. Paragraaf 1 van dat artikel bepaalt :

"§ 1. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de centrale diensten van de gecentraliseerde federale overheidsdiensten, uitgezonderd de ministeries waarop de bepalingen van artikel 43 van toepassing blijven."

De vraag rijst of de centrale diensten van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie onder de toepassing van artikel 43 of van artikel 43ter vallen.

2. Toen het voorontwerp van wet, dat de wet van 12 juni 2002 zou worden, aan de Raad van State werd voorgelegd, bevatte het ontworpen artikel 43ter geen paragraaf 1. Artikel 43 daarentegen werd aangevuld met een paragraaf 8, die als volgt luidde :

"§ 8. De bepalingen van dit artikel vinden geen toepassing op :

1° de centrale diensten van de gecentraliseerde federale overheidsdiensten.

De Koning kan, bij een met redenen omkleed besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, deze lijst aanvullen met andere federale centrale diensten, met inbegrip van de centrale diensten van de federale politie.

De diensten, bedoeld in het eerste en tweede lid, vallen onder de toepassing van artikel 43ter."

Naar aanleiding van de opmerking die de Raad van State over die bepaling had gemaakt ⁽¹⁾, heeft de steller van het ontwerp het bekritiseerde artikel 43, § 8, laten vallen en heeft hij aan het begin van het ontworpen artikel 43ter een paragraaf 1 ingevoegd, die zonder amendement is aangenomen.

⁽¹⁾ In advies 32.045/2 van 17 september 2001 wordt, na vermelding van artikel 30 van de Grondwet, in wezen het volgende opgemerkt:
"In de aangelegenheden die volgens de Grondwet alleen bij wet kunnen worden geregeld, moet de wet zelf de essentiële elementen van de betrokken aangelegenheid bepalen. Aan de Koning kan slechts een beperkte uitvoeringsbevoegdheid worden verleend.

In dat verband rijzen (omtrent paragraaf 8, tweede lid) twee problemen.

1. In de memorie van toelichting staat te lezen:

"De notie «federale overheidsdienst» is de nieuwe benaming voor een «ministerie» en werd gecreëerd door het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst."

Toen de gemachtigde ambtenaren daarover om uitleg zijn gevraagd, hebben ze erop gewezen dat naar het idee van de steller van het ontwerp het begrip "gecentraliseerde federale overheidsdienst", dat voorkomt in het ontworpen artikel 43, § 8, 1°, alleen slaat op de federale overheidsdiensten ingesteld bij het koninklijk besluit van 7 november 2000. De huidige ministeries zouden, zolang ze niet vervangen worden of opgenomen worden in één van de nieuwe "federale overheidsdiensten", blijven vallen onder de huidige regeling van artikel 43, en niet onder de nieuwe regeling ingevoerd bij het ontworpen artikel 43ter.

Die uitleg blijkt niet uit de tekst van het ontwerp.

Daarbij komt dat wegens het hierboven vermelde, in de Grondwet neergelegde wettelijkheidsvereiste de wet die het gebruik van de talen in de diensten van algemeen bestuur regelt, dus niet mag verwijzen naar bepaalde diensten zoals ze door de Koning zijn ingesteld, maar moet verwijzen naar categorieën van diensten, die door de wet zelf in abstracto zijn bepaald.

Die categorieën moeten worden bepaald door middel van wettelijke begripsomschrijvingen die eenduidig geredigeerd zijn en ze mogen niet vallen onder onderscheiden regels, tenzij zulks met redenen omkleed wordt.

2. Het hierboven vermelde, in de Grondwet neergelegde wettelijkheidsvereiste sluit uit dat aan de Koning enige machtiging wordt verleend om de lijst aan te vullen van de administratieve diensten waarop de wet van toepassing is door de werkingssfeer van de wet aldus vast te leggen.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 43, § 8, 1°, moet bijgevolg vervallen."

.../...

Uit de memorie van toelichting ⁽²⁾, noch uit enige andere commentaar geformuleerd tijdens de parlementaire voorbereiding, blijkt dat het de bedoeling was van de wetgever de federale politie en de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie uit te sluiten van de werkingssfeer van artikel 43ter, zodat daarop artikel 43 van toepassing bleef.

⁽²⁾ In de memorie van toelichting is paragraaf 1 als volgt besproken :
"Artikel 43ter, § 1 bepaalt uitdrukkelijk het toepassingsgebied van de nieuwe regelgeving, namelijk de centrale diensten van de gecentraliseerde federale overheidsdiensten.
Ter herinnering, uit de parlementaire werkzaamheden blijkt dat onder het begrip "centrale diensten" moet worden verstaan: diensten waarvan de werkring het ganse land bestrijkt en waarvan de leiding uitgaat. Bijkomend stelt de parlementaire voorbereiding dat zij gevestigd zijn te Brussel. (Gedr. St., Kamer, 331 (1961-1962). Het staat vast, volgens de Raad van State, dat de hoofdbesturen van de ministeries, dus ook van de toekomstige federale overheidsdiensten, centrale diensten zijn in het kader van deze taalwetten (R.v.St., arrest nr. 21.903 van 6 mei 1977).
De notie «federale overheidsdienst» is de nieuwe benaming voor een «ministerie» en werd gecreëerd door het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst. Zij zullen geleidelijk aan de ministeries vervangen. Om iedere onduidelijkheid te vermijden, wordt uitdrukkelijk in § 1 gesteld, dat de ministeries geen federale overheidsdiensten zijn en op hen artikel 43 van toepassing blijft tot hun opheffing. De regeling van artikel 43 is derhalve wat de ministeries betreft uitdovend. Hiermee wordt tegemoetgekomen aan de door de Raad van State gemaakte opmerking.
De notie «gecentraliseerde» federale overheidsdienst wordt gebruikt om uitdrukkelijk het onderscheid te maken met een aantal functioneel gedecentraliseerde overheidsdiensten, zoals bijvoorbeeld de autonome overheidsbedrijven of de federale parastatalen. Enkel de federale overheidsdiensten namelijk de ex-ministeries worden dus op heden uitgesloten uit het toepassingsgebied van artikel 43. Het artikel 43 blijft zoals thans het geval is van toepassing op de federale parastatalen.
Wanneer in de toekomst initiatieven worden genomen waarbij ook aan andere centrale diensten de gelegenheid wordt geboden in te stappen in de nieuwe regelgeving inzake een modern management, dan zal dit ook een wijziging van deze wet vereisen. Immers, de Raad van State heeft ter zake opgemerkt dat het gebruik van talen in bestuurszaken een aan de wetgever voorbehouden bevoegdheid is die niet aan de Koning kan worden gedelegeerd. Dit betekent, aldus de Raad van State, dat de essentiële elementen van de regeling inzake het gebruik van talen in bestuurszaken bij wet moet worden vastgelegd hetgeen inhoudt dat de wet zelf in abstracto moet bepalen op welke categorieën van diensten een welbepaald taalregime van toepassing is."

3. In artikel 1, § 1, 1°, van de genoemde gecoördineerde wetten staat dat ze onder meer van toepassing zijn "op de gecentraliseerde en gedecentraliseerde openbare diensten van de Staat". Dat de federale politie en de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie openbare diensten zijn in de zin van die bepaling, staat buiten kijf. Aangezien artikel 43ter geen nauwkeurige of beperkende definitie geeft van een "federale overheidsdienst", moet dat begrip zo begrepen worden dat het ziet op de openbare diensten in de zin van artikel 1 die ressorteren onder de federale Staat.

De federale politie en de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie moeten beschouwd worden als gecentraliseerde diensten. Uit de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus blijkt immers dat die diensten onder het gezag staan van de Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie, die aan die diensten bevelen kunnen geven ⁽³⁾. Die diensten beschikken trouwens niet over een van de Staat onderscheiden rechtspersoonlijkheid.

Die diensten mogen niet gelijkgesteld worden met "ministeries". Ze vormen immers geen diensten van algemeen bestuur, opgericht door de Koning op grond van artikel 107, tweede lid, van de Grondwet. In het genoemde uittreksel uit de memorie van toelichting staat overigens dat de term "ministeries" enkel slaat op de diensten van algemeen bestuur die nog niet omgevormd zijn tot "federale overheidsdienst" in de zin van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst.

4. Het besluit is dan ook dat in artikel 43ter, § 1, zoals het is gesteld, regels worden vastgesteld inzake het gebruik van de talen door de centrale diensten van de gecentraliseerde federale overheidsdiensten, en alleen voorzien wordt in een uitzondering voor de ministeries, waarop de bepalingen van artikel 43 van toepassing blijven.

⁽³⁾ Artikelen 97, eerste lid, 98, eerste lid, 99, derde lid, voor de federale politie; artikelen 143, tweede lid, en 145, eerste lid, voor de algemene inspectie.

Gezien de formulering van artikel 43ter, § 1, is het erg gewaagd artikel 43 zonder meer te blijven toepassen op de federale politie, terwijl die niet als een "ministerie" kan worden beschouwd.

Om terzake de rechtszekerheid veilig te stellen, dient artikel 43ter, § 1, gewijzigd te worden, zodat de uitzondering waarin het voorziet wordt uitgebreid tot de federale politie.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

 J. JAUMOTTE,
Madame M. BAGUET,
Mevrouw

Messieurs F. DELPÉRÉE,
de Heren F. DEHOUSSE,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS